



Paris le 2 mars 2023

Les retraité·es au cœur de la bataille des retraites et pour leurs revendications

À Paris : rassemblement lundi 20 mars de 12 h à 14 h place Edouard Herriot (métro Invalides ou Assemblée nationale)

Dans les autres départements, nous invitons les équipes unitaires à organiser des initiatives locales, devant les Préfectures et/ou les permanences des parlementaires...

Les retraité·es ont montré leur opposition au projet de réforme des retraites en répondant en nombre aux appels de l'intersyndicale. Elles/ils ont pris une place importante dans les mobilisations au côté des salarié·es et des jeunes.

Les organisations signataires, membres du G9, l'ont répété : l'objectif de la réforme est de diminuer la dépense publique en réduisant les pensions de retraite actuelles et futures et de poursuivre la casse du modèle social français sur fond de déni de démocratie et de mensonges. Obliger les gens à rester encore plus longtemps au travail au prix du sacrifice de leurs meilleures années de retraite, constitue une violence sociale inouïe qu'il est légitime de rejeter.

Soulignons l'accord inédit de la majorité de la population, toutes générations confondues, pour refuser cette réforme et approuver les actions. Inédit aussi l'accord de toutes les forces syndicales de salarié·es et de la jeunesse.

Les retraité·es veulent vivre le temps de la retraite dans de bonnes conditions. Elles et ils l'exigent aussi pour les retraité·es futur·es. Pour cela elles et ils revendiquent :

- . L'augmentation des pensions, leur indexation sur le salaire moyen et le rattrapage des pertes subies.
- . La compensation de la hausse des prix face à l'inflation galopante.
- . Des moyens pour répondre aux besoins de santé tant pour l'hôpital que pour la médecine de ville et la lutte contre les déserts médicaux ;
- . Un financement abondé de la Sécurité sociale par plus de cotisations grâce à l'augmentation salariale, l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, la lutte contre le chômage et la fin des exonérations et des allègements injustifiés...
- . Le développement des services publics de qualité et de proximité avec des personnels en nombre.

En se battant pour leurs revendications, les retraité·es luttent pour créer les conditions d'une retraite qui soit un temps d'épanouissement et de liberté pour toutes et tous.

Non, la retraite n'est pas l'antichambre de la mort. C'est une période de la vie amplement méritée qui doit se vivre, après les années de formation et celles de l'activité professionnelle, de la façon la plus harmonieuse possible.

Les retraité·es le diront de nouveau haut et fort devant l'Assemblée nationale :

- Non au recul du départ en retraite à 64 ans et à la durée de cotisation à 43 ans.
- Oui aux revendications portées par les 9 organisations de retraité·es.

Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)
Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)
Jacques Brillat (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
Roger Perret (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)
Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)